

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

17 AU 23 OCTOBRE 1991

N° 841

10,00 F

JEUDI 17 OCTOBRE, GREVE DANS LA SANTE

Les hôpitaux malades

Infirmières, assistantes sociales... Les personnels du sanitaire et de la santé descendent dans la rue, occupent les trottoirs et les squares aux abords du ministère de la Santé et de l'hôtel Matignon. Bruno Durieux et Edith Cresson sont donc aux premières loges pour apprécier la colère du salariat. Guérilla paysanne en province, manifestations diverses et variées sur le pavé parisien, décidément le gouvernement Cresson est bien mal parti en cette rentrée sociale.

« Durieux, t'es foutu, la Santé est dans la rue ! ». Tous les personnels de Santé, c'est beaucoup dire. Mais, depuis le 26 septembre, chaque jeudi, infirmières et agents hospitaliers sont effectivement plusieurs milliers à courir les rues de Paris pour crier leur malaise. D'autres infirmières, à l'appel de leur syndicat Coordination, ont même décidé de camper sous les fenêtres du ministre de la Santé, avenue de Ségur.

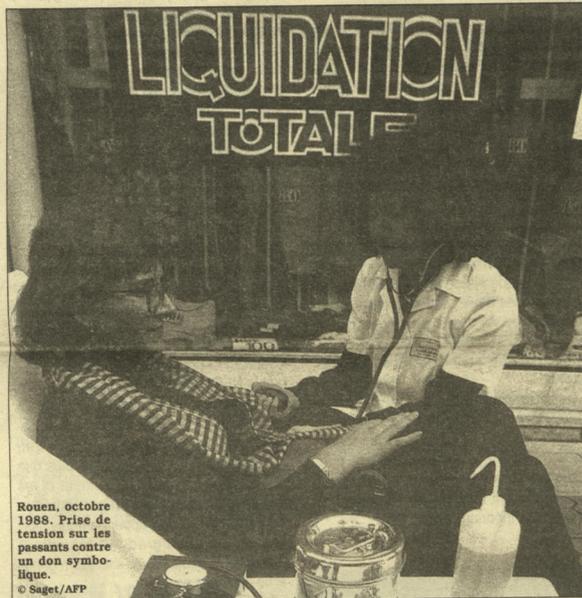
Sit-in, manif... rien ne semble émuvoir Bruno Durieux, le sus-nommé ministre. Il a bien voulu recevoir les syndicats et les coordinations. Il veut bien discuter sur quelques points : travail les jours fériés, astreintes à domicile, mais ouvrir de véritables négociations sur les revendications infirmières, voire les autres catégories travaillant à l'hôpital, pas question.

Pourtant, la colère gronde et elle n'a fait que s'accroître au fil des années. 1988, les infirmières avec leur Coordination et déjà de nombreux autres hospitaliers, ouvriers et para-médicaux, descendent dans la rue. Obligé de négocier, le ministre d'alors, Claude Evin, signe les fameux accords qui porteront

son nom avec la CFDT, FO et la CFTC. Ces accords prévoient une augmentation des salaires pour les seules infirmières. La Coordination la juge insuffisante, mais les syndicats ont signé (à l'exception de la CGT et du CRC-CFDT Ile-de-France). Les autres catégories sont oubliées. Et il faudra attendre les « accords Durafour » (en 1990) pour qu'elles soient prises en compte. Mais, comme les « accords Evin », pire même, ces nouvelles mesures n'apportent pas de réelles améliorations salariales et statutaires aux personnels des hôpitaux.

Conditions de travail, reconnaissance des qualifications, sur ces deux revendi-

(suite p. 3)



EDITORIAL

Le KGB aboli ? Foutaise ! La presse titre sur la mort du monstre avec une prétendue naïveté, correspondant au peu de cas qui est fait au sujet du lecteur. Autant dire que ces messieurs les journalistes nous prennent pour des imbéciles. Car, enfin, comment penser sérieusement que la sécurité d'Etat soviétique va disparaître du jour au lendemain ? 700 000 agents à recaser ça n'est pas une mince affaire. Gageons qu'en fait de changement, on se contentera de supprimer les trois lettres sinistres du sigle « KGB », comme naguère on le fit lorsque furent abandonnés les noms d'Okhrana (tsariste), Tcheka et Guépéou. Des noms, toujours des noms, qui reflètent une même et seule réalité : la pérennité de l'appareil répressif !

Voyez ce qu'il est advenu de la tristement célèbre Securitate roumaine. La SRI a pris la relève. Là encore, il s'agit d'une simple valse des étiquettes. Les citoyens roumains n'y ont pas trouvé leur compte, alors les soviétiques n'y parviendront pas non plus.

La seule mesure acceptable serait, bien entendu, la suppression pure et simple de tout appareil répressif. Mais de cela, pour les gouvernants, il n'en est pas question. Gorbatchev et Eltsine en URSS, d'autres ailleurs, ne sont pas prêts à sacrifier leur rempart contre les débordements populaires que constitue la police d'Etat.

Alors, Messieurs de la presse, ne venez pas nous « amuser » avec vos titres du style : « Le pilier policier du système soviétique est dissous ». De vos balivernes, nous n'en avons cure !

URSS

De l'accumulation primitive au capitalisme : « On ne peut avoir raison contre le parti »

P EU à peu Staline étend son empire sur l'appareil du parti. Lénine, malade, le critique violemment à cause de la politique brutale de mise au pas qu'il mène en Géorgie. Fin décembre 1922 il dicte des notes sur la question nationale dans lesquelles il dénonce la tentation des communistes russes à imposer aux nationalités périphériques leur politique. Mais Lénine n'intervient que le 3 mars 1923 : il écrit à Trotsky, lui demandant d'« assumer d'urgence la défense de la Géorgie au comité central », et lui envoie les notes. Le lendemain, Lénine écrit un mot aux dirigeants du parti communiste géorgien pour les assurer de son soutien contre Staline et Dzerjinski, mais quelques jours plus tard une crise d'apoplexie le terrasse. Lénine n'interviendra plus dans les conflits à l'intérieur du parti.

Staline se trouvait devant une situation extrêmement difficile, une menace formidable : Lénine l'avait formellement récusé, à la veille du IX^e congrès qui devait débattre de la question géorgienne, et Trotsky se trouvait en possession de documents qui le condamnaient. C'est Trotsky lui-même qui sauve la mise de Staline car il ne les utilise pas. Pendant tout le congrès, du 17 au 23

avril 1923, il ne fait aucune référence à la condamnation de Lénine et ne dit pas un mot sur la question géorgienne. Pourtant, à l'occasion de ce congrès de nombreux délégués lancent de violentes attaques contre Staline : Trotsky se tait.

Boukharine, préoccupé par les risques de dégénérescence de la révolution, expose dans un discours que l'emploi d'éléments politiquement hostiles mais techniquement nécessaires risque de « remplir peu à peu les formes soviétiques d'un contenu bourgeois et liquidateur de la révolution ». La composition prolétarienne du parti n'est pas en elle-même une garantie, ajoute-t-il : « Même une origine prolétarienne, les mains les plus calleuses et d'autres qualités aussi remarquables ne sont pas une garantie suffisante contre la transformation des éléments prolétariens privilégiés en une classe nouvelle ».

Seul parmi les Russes, Boukharine s'en prend à la politique stalinienne des nationalités, qu'il juge chauvine. Trotsky quitte la salle, se tait pendant la dénonciation de Boukharine et, même, soutient Staline : il en appellera à la « solidarité inébranlable du bureau politique et du comité central », préconisera la discipline et la vigilance. Il ne

s'oppose pas à la réélection de Staline au secrétariat général : pratiquement, Trotsky a désarmé ceux-là mêmes qui le soutenaient...

Trotsky se tait

Les raisons de la passivité de Trotsky ont donné lieu à de nombreuses interprétations, ou de justifications, a posteriori. Celle qui semble la plus plausible cependant est que sur le fond il n'était pas en désaccord avec Staline. Trotsky déclara à Kamenev qu'il voulait en outre à tout prix éviter un conflit lors du congrès, et qu'il était contre « la destitution de Staline » : il attendait au contraire de ce dernier « une honnête coopération ».

Anton Ciliga raconte que dès 1923 Trotsky aurait pu gagner s'il avait pris pour base l'armée, où sa position était forte, et s'il en avait appelé aux travailleurs des grandes villes. Il ne l'a pas fait parce que cela aurait signifié la désunion au comité central, et il pensait régler la situation par la négociation (1).

Les efforts déployés par Boukharine au XIII^e congrès ne reçoivent chez Trotsky aucun écho. Une alliance entre les deux hommes à cette époque aurait été possible

contre Staline, mais quand Trotsky se décidera à agir, il sera trop tard. Entre-temps, Boukharine sera devenu un des adversaires politiques les plus acharnés de Trotsky, bien que leurs relations personnelles n'en soient pas affectées.

En novembre 1923, Boukharine reprend dans la Pravda ses attaques contre l'absence de démocratie dans le parti. A la fin de l'année, un texte de Trotsky, *Cours nouveau*, circule.

C'est une analyse de la situation politique de l'appareil d'Etat et du parti. Il y a, dit ce texte, deux étages dans le parti : « L'étage supérieur où l'on décide, et l'étage inférieur où l'on ne fait que prendre connaissance des décisions ». Trotsky dénonce la transformation du léninisme en un « dogme qui n'exige que des interprétations désignées une fois pour toutes ». Boukharine répond dans la Pravda en accusant Trotsky de déviation et « d'opposition au léninisme ».

Staline laissait prudemment à ses alliés le soin d'attaquer Trotsky, et prêchait la modération. Les adversaires les plus acharnés du cours nouveau étaient Zinoviev et Kamenev, qui réclamèrent

(suite p. 2)

Dossier
« 17 octobre 1961 »
le massacre des
Algériens de Paris
P. 6
Regard sur
une journée funeste
pour l'Histoire et la liberté
par
Sylvain Eischenfeld

T2137 - 841 - 10.00 F



F°P. 2520

De l'accumulation primitive au capitalisme : « On ne peut avoir raison contre le parti »

(suite de la « une »)

même l'expulsion de Trotsky du parti. Staline s'y opposa, déclarant qu'il n'était pas possible de concevoir le travail du bureau politique sans l'active participation du camarade Trotsky. Staline ne croyait pas si bien dire. En effet, il n'est pas exagéré d'affirmer que l'un des artisans les plus efficaces - et le plus involontaire - de l'ascension de Staline fut Trotsky. Celui-ci est l'un des rares dirigeants du parti qui aurait eu l'envergure suffisante pour s'opposer au secrétaire général : si Trotsky avait été exclu trop tôt il aurait eu les coudées franches pour combattre les projets de Staline ; Staline préférerait de toute évidence le garder dans le parti en jouant le modérateur, et en tablant sur ce sentiment de solidarité avec l'appareil du parti qui constitue l'âme même de tout bolchevik qui se respecte. Ça n'empêchait pas Staline, en coulisse, de disperser les soutiens les plus actifs de son rival : Rakovsky est envoyé à Londres, Krestinsky en Allemagne, etc. Trotsky va se trouver peu à peu isolé. En janvier 1925, ses positions seront officiellement condamnées et on lui retirera le commissariat à la guerre dans des circonstances qui méritent d'être mentionnées ; Staline nomma au printemps de 1924 Frounzé comme vice-commissaire à la guerre. C'était un des principaux adversaires de Trotsky sur les problèmes militaires. Schapiro raconte : « Sans que Trotsky oppose la moindre résistance, Frounzé devint de fait le commissaire, bien avant la destitution effective de Trotsky de sa charge en avril 1925 » (2).

Trotsky éliminé, Staline va pouvoir s'en prendre à Zinoviev et à Kamenev. De Zinoviev, Lénine se plaignait qu'il copiait ses défauts, qu'il était courageux quand le danger était passé. Sverdlov disait qu'il

était la panique personnifiée. On ne trouve personne pour parler de lui autrement que de façon hostile. Il frappe tout le monde par sa vanité, son inexpérience, son insolence et sa couardise. Il se construisit un fief à Léninegrad d'où il se croyait inexpugnable, en manoeuvrant le prolétariat par sa démagogie et en se créant une clientèle. Lorsque Staline finira par le détrôner, l'absence de réaction des travailleurs ne s'expliquera que par leur satisfaction de voir le tyranneau déchu. Zinoviev était le plus proche collaborateur de Lénine. On se demande bien à quoi celui-ci devait l'occuper. Kamenev venait juste après Zinoviev. C'est un personnage sans grande envergure. Après la révolution de février, de retour d'exil avec Staline, il lance avec ce dernier un programme de soutien au gouvernement provisoire. En octobre il s'oppose, ainsi que Zinoviev, à la prise du pouvoir. Ces quelques précisions n'ont d'intérêt pour notre propos que pour montrer à quel point l'alliance que Trotsky contracta avec ces deux hommes va le desservir.

Trotsky est éliminé

Jusqu'à présent, la direction du parti était collégiale, elle était constituée d'un triumvirat composé de Staline, de Zinoviev et de Kamenev. Ça n'avait pas empêché ces deux derniers de tenter par tous les moyens de réduire le pouvoir de Staline, sans succès, celui-ci ayant à chaque fois déjoué les plans de ses collègues.

La première allusion au fait que Zinoviev et Kamenev se trouvaient dans une situation défavorable dans le rapport des forces fut faite dans un discours que prononça Staline en juin 1924 ; les deux hommes furent accusés d'avoir commis des erreurs théoriques.

Zinoviev se vit reprocher d'avoir commis l'erreur, l'année précédente, d'identifier la dictature du parti avec la dictature du prolétariat. Kamenev quant à lui avait évoqué la nécessité de transformer la Russie des Nepmen (les hommes de la NEP) en Russie socialiste, laissant entendre que le socialisme n'était pas encore instauré. Des mesures plus concrètes sont prises par Staline, en particulier sous forme de mutations des partisans des deux rivaux dans des régions reculées.

Zinoviev et Kamenev vont contre-attaquer en s'appuyant sur la puissante organisation du parti de Léninegrad, contrôlée par le premier, et relativement indépendante du reste du parti. A Léninegrad, le prolétariat est nombreux et concentré, et il souffre du déséquilibre causé par la NEP qui provoque l'enrichissement des koulaks. Les ouvriers de Léninegrad sont par conséquent opposés à la politique de la direction du parti qui favorise les paysans. Qu'à cela ne tienne : Zinoviev et Kamenev, qui avaient jusqu'à présent soutenu cette même politique de « droite », adoptent, pour défendre leur position menacée à la tête de l'Etat, une politique de « gauche ». Le soutien des ouvriers vaut bien un revirement.

Zinoviev attaque même sur le terrain théorique : il publie deux livres dans lesquels il propose sa propre vraie interprétation du léninisme. Après Staline et Trotsky, il était difficile d'innover en la matière, mais il soutient - non sans quelque fondement - que la NEP n'était pas pour Lénine un pas en avant mais une retraite stratégique. La constitution d'une classe de paysans riches n'était pas du léninisme orthodoxe ; en conséquence il fallait aujourd'hui plus que jamais s'appuyer sur le prolétariat et les paysans pauvres. Staline réagit : pour frapper Zinoviev il fallait frapper l'organisation du parti de Léninegrad sur laquelle il s'appuyait, la seule que le secrétaire général ne contrôlait pas.

Au XIV^e congrès les opposants, minoritaires face à une masse de délégués soigneusement sélectionnés, sont sur la défensive. Zinoviev aurait souhaité un compromis, pourvu que son contrôle sur les ouvriers de Léninegrad ne soit pas remis en cause, mais Staline voulait en finir avec lui. Zinoviev et ses partisans en étaient au point de réclamer cette démocratie dans le parti qu'ils avaient été les premiers à détruire lorsqu'ils étaient au pouvoir.

Trotsky fournit des armes à Staline

C'est surtout après ce congrès que Staline frappe un grand coup. Il envoie un fort contingent de militants à Léninegrad, dirigé par Molotov, qui se livre à un travail intense dans les cellules, menaçant et transférant les plus récalcitrants : à la fin du mois Molotov réussit à s'assurer 96% des votants dans toutes les cellules de Léninegrad. C'en est fini pour Zinoviev.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devrient
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Trotsky avait gardé ses distances lors du XIV^e congrès (1925) et n'avait pas pris la parole. Il avait suivi les manoeuvres de Zinoviev avec un détachement méprisant.

En 1925 l'Américain Max Eastman publie un livre - *Since Lenin Died* - fondé sur des informations données par des gens bien placés et en particulier des proches de Trotsky. Il y dévoile de longs extraits du « Testament » de Lénine, que ce dernier avait remis à Trotsky et que Trotsky avait jusqu'à présent refusé de révéler au parti. Le livre d'Eastman rend également un compte précis des conflits internes dans le parti depuis la mort de Lénine.

Trotsky publie en septembre 1925 - sous la menace de Staline, dira-t-il plus tard - un article dans lequel il répudie le livre et émet des doutes sur l'authenticité du « Testament ». L'affirmation selon laquelle tous les documents importants sont cachés au parti par le comité central est qualifiée de « calomnie ». Schapiro dit à ce sujet que Trotsky ne pouvait fournir de meilleure arme à Staline. Il ajoute que son indécision et son incapacité à prendre la direction de l'opposition avait complètement démoralisé ses partisans.

A part les trotskystes il existait le groupe Centralisme démocratique, dirigé par Saprovov, et l'Opposition ouvrière, dirigée par Chliapnikov : les deux groupes évitaient d'agir ouvertement par crainte de la répression (nous sommes en 1925...). Les militants de l'Opposition ouvrière ne cachaient pas leur mépris pour Trotsky à cause de la façon dont il avait mené l'opposition en 1922-1924. Chliapnikov rappelle dans un article publié dans la Pravda (18 janvier 1924) que Trotsky et ses partisans avaient tous appuyé les mesures contre les opposants au X^e congrès, lequel avait interdit les fractions. Chliapnikov omet cependant de dire que lui-même et son groupe avaient applaudi et participé à la répression de l'insurrection de Cronstadt... L'article de la Pravda fait remarquer que l'objectif de Trotsky est de prendre le contrôle de l'appareil du parti et qu'il n'y a pas de raison de penser que ce serait mieux qu'avec Staline.

Zinoviev est neutralisé : exclu de ses fonctions au parti, ayant perdu son fief de Léninegrad, il ne lui reste plus que la présidence du Komintern, fonction dont il sera bientôt relevé au profit de Boukharine. Zinoviev et Kamenev se tournent donc vers Trotsky : ensemble ils forment l'Opposition unie au printemps de 1926. C'est l'alliance la plus hétéroclite qu'on puisse imaginer. Zinoviev et Kamenev sont contraints d'adopter la politique économique de la gauche, qu'ils avaient jusque-là combattue, ce qui les met maintenant en opposition avec Boukharine, qu'ils avaient jusqu'alors soutenu.

Boukharine, qui n'estime pas beaucoup Staline, tente d'empêcher l'alliance entre Trotsky et Zinoviev, mais ne se résout pas à rejoindre Trotsky contre Staline. En effet, s'il soutenait en 1924 l'opposition, maintenant - 1926 - il prône une politique de stabilisation du capitalisme, l'alliance du koulak, du nepman et du bureaucrate, et il se range à la thèse du socialisme dans un seul pays. A Trotsky, il justifie le régime autoritaire par la disparition de toute conscience de classe dans le prolétariat. Il s'agit donc littéralement d'une alliance entre la fraction stalinienne contrôlant l'appareil d'Etat et le groupe boukharinien représentant les koulaks.

Lorsque, fin 1927, à la XV^e conférence du parti, Boukharine écrit qu'on peut construire le socialisme dans un seul pays, en faisant abstraction des conditions internationales, Trotsky fait remarquer que Boukharine peut aussi essayer de sortir dans la rue tout nu en janvier en faisant abstraction de la température.

Retour de bâton

En octobre 1926 Trotsky et Zinoviev organisent à l'occasion de réunions de cellules d'entreprises des manifestations réclamant la discussion, dans le parti, des problèmes importants. La machine du parti réagit très violemment et, comme apeurés par tant d'audace, Trotsky, Zinoviev, Kamenev et d'autres dirigeants publient une déclaration reconnaissant qu'ils ont violé la discipline du parti et qu'ils renoncent à toute activité fractionnelle à l'avenir ; de fait, on s'en souvient, ils avaient eux-mêmes voté pour l'interdiction des fractions, au X^e congrès... En outre, ils renient leurs partisans de l'opposition de gauche dans l'Internationale communiste (Komintern) et ce qui restait de l'Opposition ouvrière, avec laquelle ils avaient conclu une alliance. Ce geste jette la consternation parmi leurs partisans et fournit à Staline l'occasion d'accroître la répression contre les militants et d'éjecter Zinoviev de la direction du Komintern. Trotsky est destitué de ses fonctions au bureau politique et Kamenev de sa position de membre candidat.

C'est une opposition encore plus réduite, discréditée et ridiculisée qui se présente à la XV^e conférence du parti. A la tribune où il défend ses positions, Trotsky reçoit des projectiles divers : livres, enciers. Il lance à la salle : « Vos livres, on ne peut plus les lire, mais ils peuvent encore servir à assommer les gens ! »

Souvarine, dans son Staline, affirme que Trotsky avait déjà plus ou moins offert à Staline la dictature par son manque de clairvoyance, sa tactique d'attentisme patient interrompue par des réactions soudaines et inconséquentes et ses erreurs de calcul. Mais, dit-il aussi, sa plus grande erreur fut de former un bloc avec Zinoviev et Kamenev, « hommes dépourvus de tout caractère et de tout crédit qui n'avaient rien de concret à offrir pour compenser la mauvaise réputation qu'ils suivaient » (Stalin, Londres, 1939, p. 316).

C'est à la XV^e conférence que fut adoptée la thèse du socialisme dans un seul pays, à l'unanimité - les opposants ne pouvant voter (sic). Staline n'eut pas de mal à défendre son point de vue : les opposants doutaient de la possibilité d'édifier le socialisme en Russie ; ils étaient faibles et indécis, ils n'avaient pas confiance dans leurs capacités ; tous leurs espoirs étaient tournés vers la révolution à l'étranger, dont la perspective est improbable. La résolution adoptée condamne l'opposition et exige qu'elle reconnaisse ses fautes. Après tout, Trotsky n'avait-il pas déclaré, en 1924, au XIII^e congrès : « Je sais qu'on ne peut avoir raison contre le parti » ?

René Berthier

1) Ciliga, *The Russian Enigma*, Londres 1940, p. 86.

2) *Storia del partito comunista d'Unione sovietica*, Milan, 1962, p. 353

(A suivre)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Les hôpitaux malades

(suite de la « une »)

ications majeures, Evin et Durafour n'ont rien donné. Et, de 1988 à cette année, cela n'a fait qu'aggraver le désarroi de celles et ceux qui font vivre l'hôpital. Les infirmières ont quitté par dizaines la profession. Les ouvriers, les personnels administratifs, notamment à l'Assistance publique de Paris, ont tenté, en vain, de faire entendre leurs difficultés (grèves à l'AP au printemps 90). Les infirmières anesthésistes, encore, ont essayé de s'organiser. Mais le silence et la fermeté des administrations ont été plus forts. L'hôpital est une entreprise comme une autre. Elle se doit d'être rentable. Ainsi, la logique gouvernementale doit s'appliquer ici comme ailleurs. Les personnels et les usagers devront faire avec. Conséquences : pénurie de personnels soignants (infirmières, manipulateurs radios...) et démotivation des autres catégories.

Confrontées à cette réalité, les directions hospitalières n'ont pas lésiné ! Campagnes de promotion, publicités dans les revues spécialisées pour remédier au manque d'infirmières, elles ont dépensé tout leur budget communication ! Prime au logement par ici, aide financière par ailleurs, il fallait absolument trouver des professionnelles. Le cas échéant, d'autres stratégies ont été mises en œuvre. A l'hôpital Tenon à Paris, la direction voulut obliger les infirmières à effectuer des « rotations » (travailler le jour et la nuit). Après une longue grève (de mars à juin de cette année), elle renonça.

Rien d'étonnant, alors, de retrouver infirmières et aides soignants dans la rue en cet automne. Pour l'heure, ils sont moins nombreux qu'en 1988, mais le mécontentement n'en est pas moins grand. Le mouvement a gagné en maturité. Si les oppositions infirmières autres personnels, lutte catégorielle et inter-

catégorielle restent à l'ordre du jour, les clivages sont moins marqués. Le syndicat Coordination, à l'initiative de la journée du 26 Septembre, 3 octobre et du sit-in devant le ministère, ne peut revendiquer le monopole de la représentativité infirmière (lire ci-contre) et dans les faits, est obligé de reconnaître, présents à ses côtés, les autres catégories, associations et syndicats.

En trois années, les mentalités ont évolué. La prise de conscience d'une indispensable « unité pour gagner » a fait son chemin. Certes, tout n'est pas acquis. Le sentiment « corporatiste » demeure mais il est moins « violent ». Il faut dire aussi que l'absence de perspectives politiques crédibles ne favorise pas l'émergence d'un mouvement capable d'appréhender dans sa globalité l'enjeu de société que suscitent les revendications des personnels hospitaliers. « La Santé coûte cher », affirment les pouvoirs publics. « Le déficit de

social sera au rendez-vous du Champ-de-Mars avec la Santé et à l'appel de la CFDT-Interco, les agents municipaux des crèches, garderies et autres établissements sociaux seront également dans la rue.

Ce jour-là est aussi celui des personnels du secteur social puisque les assistants

socials seront au rendez-vous du Champ-de-Mars avec la Santé et à l'appel de la CFDT-Interco, les agents municipaux des crèches, garderies et autres établissements sociaux seront également dans la rue.

Comme quoi, les problèmes de salaires, conditions de travail et statuts démantagent l'ensemble du secteur sanitaire et social. Espérons la guérison rapide pour toutes et tous et quelques maladies du côté des ministères. Chacun son tour !

Alain Dervin
(groupe Pierre-Besnard - Paris)

« La prise de conscience d'une indispensable "unité pour gagner" a fait son chemin. »

la Sécurité sociale est trop important », ajoutent-ils. « Il faut préparer l'Europe de demain », concluent-ils. Dans ce contexte, beaucoup d'infirmières n'osent pas franchir le pas : 1, de la nécessité d'une action inter-catégorielle ; 2, d'une réflexion forcement politique de la place de l'hôpital, et plus largement du secteur sanitaire dans le paysage économique actuel.

Sur l'urgence d'une lutte inter-catégorielle, cela semble entendu, ce depuis 1988, pour les personnels des établissements psychiatriques. Il sont rejoints, aujourd'hui, par d'autres centres hospitaliers généraux. Ainsi, à l'hôpital Tenon la grève du printemps dernier a été l'occa-

Les protagonistes

Si en 1988, le monopole de la représentativité infirmière revenait à la coordination nationale Infirmière au grand dam des syndicats, ce n'est plus le cas en 1991 !

Etat des lieux.
La coordination de 88 a éclaté en deux organisations distinctes.
- L'Union Infirmière, avec en tête Nicole Bénévise, pètrie d'arrière-pensées plutôt socialisantes ! L'Union est présente dans le mouvement, mais assez en retrait.

- Le syndicat Coordination, implanté en province, avec comme animateurs Eric Rabette (Jésus, pour les mauvaises langues) et Mireille Cez (présidente). Ils se revendiquent « uniques représentants de la profession » et sont à l'initiative de cette rentrée chaude !

- Les exclus de la CFDT-Santé Ile-de-France ont créé le CRC (Coordonner-Rassembler-Construire). Ces « moutons noirs » sont aujourd'hui organisés en fédération nationale, qui rassemble toutes les catégories de personnels du secteur sanitaire et social. Les « ex-moutons noirs » sont bien là, et comptent bien faire entendre la voix des inter-catégoriels.

- La Coordination infirmière-anesthésiste (ISAR), elle, est née avant octobre 1988. Et elle est toujours là quand il le faut. Elle en fait un peu trop pour son unique catégorie !

- La CGT, elle, existe depuis 1895... Elle n'a pas signé les accords Evin et se fait un devoir d'être au rendez-vous. Elle est partout, tendance inter-catégorielle !

- La CFDT, elle, a signé les accords Evin. Alors, à part quelques égarés, elle ne participe pas au mouvement.

- FO, elle, a aussi signé les accords Evin. Mais les militants et les sections syndicales de l'Assistance publique de Paris sont dans la lutte.

A. D.

GREVE GENERALE

La journée du 24 octobre

EDITH Cresson a déclaré aux « dirigeants » de la CFDT, de la CFTC, de la CGC et de la FEN que l'enveloppe du prochain plan emploi serait de 7,5 milliards. La relance économique n'est pas encore en train, mais il semble que l'entrevue avec Matignon a détourné les syndicats précités de la grève générale du 24 octobre, lancée par Force ouvrière.

La bande des quatre, branchée directement sur les instances gouvernementales a donc remplacé le front du refus, qui avait eu lieu il y a quelques années. Marc Blondel se trouve seul avec comme partenaire la CGT, qui dès le début avait dit banco ! Finis les mouvements « à l'initiative de la seule CGT » ?

La rentrée 1991-1992 voit se développer des mouvements sociaux extra syndicaux, la CGT monte au créneau... et FO appelle à la grève générale. Tableau nouveau sur un fond d'effondrement du communisme dans le monde. Si comme le titre le Figaro,

le malaise social s'aggrave, la mobilisation interprofessionnelle est nécessaire pour dépasser corporatisme et localisme. En espérant que le pas de deux Viannet-Blondel ne devienne une valse hésitation pour la « direction » du mouvement.

« L'heure n'est plus à tergiverser, il est décisif que grandisse la volonté d'action des salariés », déclarait dernièrement le secrétaire de la CGT, Louis Viannet. Henri Krasucki a poursuivi en appelant à faire du 24 octobre prochain une journée nationale d'action.

Blondel a déclaré que le 24, il ne regarderait pas « si les travailleurs sont CGT, CFTC ou CFDT, s'ils font grève ». Il avait oublié le SUD-PTT, le CRC-Santé, la CNT et les non-syndiqués ! Pour que les retombées du 24 octobre ne soient pas uniquement pour les boutiques estampillées du syndicalisme.

Thierry
(groupe Pierre-Besnard - Paris)

Samedi 19 octobre
17 heures

Manifestation de solidarité avec les comités anti-Poll Tax, qui manifesteront à Londres le même jour, afin d'obtenir la libération de tous les prisonniers de la Poll Tax et l'arrêt du recouvrement de cet impôt. Rendez-vous devant l'ambassade de Grande-Bretagne, 35, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Sur Radio-Libertaire (89,4), le 1^{er} dimanche de chaque mois, écoutez entre 14 h et 16 h, l'émission des Relations internationales de la Fédération anarchiste

Librairie du Monde Libertaire



REMISE 5% sur vos achats de livres, disques, cassettes et CD.

Dès à présent, la librairie du Monde Libertaire fait 5% de remise, sur les livres, les disques, les cassettes et CD, aux porteurs de la carte de soutien à Radio-Libertaire. Cette carte coûte 100 F. Demandez-la au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

NOUVEAUTE
PIN'S « MONDE LIBERTAIRE »



Le pin's du Monde libertaire vient de sortir. Il coûte 20 F (port non compris). Vous pouvez, dès à présent, vous le procurer à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

Echos de presse

Profitions-en, ce n'est pas coutume, les libertaires ont la côte dans la presse nationale française. Morceaux découpés.

L'Événement du Jeudi, dans son numéro de la semaine dernière (jeudi 10 octobre) fête les dix ans de la bande FM. Unique photo pour illustrer l'article : les studios de Radio-Libertaire avec Paulo en quadrichromie (le Père peignard pour ceux qui ne le savent pas encore le samedi matin à 10 h !).

« Radio-Libertaire, la seule radio non calibrée RFM », souligne l'hebdomadaire. Merci, c'est gentil !

Telerama, lui, rend hommage à Georges Brassens (Nous, ce sera pour la semaine prochaine !). Dans un numéro hors série, une double page est consacrée à « Brassens libertaire ». Le papier est mal fagoté mais, au moins ce canard ne cache pas les opinions du célèbre secrétaire de rédaction du Libertaire.

Et puisque que l'on cause de nous ! Un petit mot sur notre hebdo...

Le Monde libertaire se porte pas trop mal (économiquement parlant), apparemment mieux que la toute nouvelle Truffe, le quotidien qui ose avoir huit pages comme nous, et cela tous les jours ! Et quand pour le ML on fabrique un pin's et organisons une fête ça marche aussi ! Les amateurs s'arrachent l'épinglette du ML... Samedi 12 octobre, les locaux de la CNT à Paris étaient bien étroits pour accueillir Les Chanteurs livreurs, venus là pour « concerner » gratuitement, en soutien à notre journal. La mère Michèle qui a perdu son chat, version hard rock (« rock-fort »), ou style Brassens ou Ferré a remporté tous les suffrages. Et chez les anars, il faut le faire !

A. D.

LE CORAL

Vol de reconnaissance au dessus d'un lieu de vie

La première chose qui frappe, c'est qu'on y arrive et qu'on y entre sans vraiment s'en rendre compte. Une petite route de campagne serpentant entre les quatre voies et les champs. Un chemin de pierre comme il y en a tant. De la végétation à la va-comme-je-te-pousse. Des arbres. Des fleurs. Et c'est presque sans prendre garde qu'on y vient buter sur des bâtiments. Une grande bâtisse toute maquillée de vérandas. De petits îlots de pierres et de tuiles disséminés de-ci, de-là. Dedans, dehors, la frontière qui sépare Le Coral (à Aimagues, dans le Gard) du monde extérieur est déjà toute de transitions.

Une fois arrivé, cependant, on marque, c'est vrai, un temps d'arrêt quand on découvre la population locale. Rémy, avec ses faux airs de vampire, qui vient au contact en claudiquant nerveusement. Karim, qui passe en coup de vent en équilibre sur le fil qui surplombe l'ailleurs qu'il nous arrive tous de rencontrer à certaines heures blêmes de la vie. Betty et ses grands yeux noyés de brume, qui s'efforce malhabilement mais obstinément de déplier des ailes toutes fripées. Florence, qui se met soudain à claquer à toute volée la porte de son silence habituel. Annie, qui ne cesse de trotter et de s'activer... Difficile, devant tous ces jeunes en « errance », de faire comme si... Mais ça ne dure pas. Marie et sa présence chaleureuse, Claude, toujours toutes voiles dehors, Thierry, qui n'a pas l'air mais qui se devine

tout de suite, Isa... ne vous laissent pas le temps d'hésiter. Regarde ça ! Tu peux faire ça ? Tu es au courant de... ? Et hop ! Dedans, dehors, la question passe aussitôt à la trappe. A la trappe d'un quotidien qui sourd de partout. Comme partout. Sauf que dans ce quotidien-là...

Au Coral, en effet - comme dans tous les lieux de vie -, psychotiques, schizophrènes, autistes et autres voyageurs sans bagages de la planète bringuezingue ou de la galaxie galère vivent le même quotidien

« On l'aura donc compris, sans pour autant faire des miracles des lieux de vie comme le Coral réussissent. »

que les gens qui les « accueillent ». Un quotidien à base de nature, de jardin, d'animaux, de tâches ménagères, de travaux, de soleil, de mer, de partage, d'écoute, de tendresse, d'égalité, de liberté... Un quotidien de vivre ensemble qui leur était jusqu'alors interdit.

Hier encore, il faut le savoir, ceux et celles qui vivent avec les Sigala n'étaient que des traces d'êtres. De pauvres souverains d'humains. Des tâches hagarées, geignardes, pissardes et gueulardes aux murs carrelés de la norme. De la viande à cachets. De la chair à piquettes. De la bidoche à électrochoc. Des espèces de relégués à la vie. A mort. Définitivement éti-quetés. Catalogués. Jaugés. Jugés.

Condamnés par la mafia des blouses blanches et la secte des psy. À griffer à jamais le temps de leurs regards décharnés. A errer sans fin - sans espoir de rien ni de quoi que ce soit - dans les corridors glacés des solitudes éternelles de l'enfer « asilaire ».

Hors, aujourd'hui, ces soi-disant irrécupérables s'éveillent tout doucement à la vie. Oh certes, à petits pas. En hésitant souvent. En se cognant allégrement aux murs invisibles de la liberté. Mais en croquant à pleines dents sinon le fruit de l'espoir, du moins celui de la dignité.

On l'aura donc compris, sans pour autant faire des miracles - encore que... - des lieux de vie comme Le Coral réussissent là où les institutions asilaires échouent, à socialiser l'« anomalie ». Et cela, on leur pardonne difficilement. A la limite, s'ils acceptent de se cantonner dans le rôle de pouille où l'on déverse les déchets institutionnels à haute toxicité et à non rentabilité, l'administration - parce qu'elle en a besoin - les tolère. Mais qu'ils s'avisent de dénoncer les institutions ou pire de se poser en alternative à tous les enfermements, alors là... !

Alors là, et Le Coral sait de quoi il s'agit ; tout est bon pour casser le lieu. Peu importe que les jeunes « accueillis » renaissent à la vie, que leurs parents reprennent espoir, que les faits soient flagrants, que de grands noms prennent parti... c'est à la guerre comme à la guerre et tous les coups sont permis : tracasseries administratives, financiers, procéduriers ; rumeurs ; gen-darmes ; procès... jusqu'à ce que...

En général, quand ils subissent ce genre de traitements, les lieux de vie n'ont pas d'autres choix que l'allégeance ou la mort. Simple question de rapport de force. Mais certains, cependant, parviennent à tenir bon en s'accrochant bec et ongles.

Le Coral est de ceux-là, et ironie de l'histoire, alors que cela fait maintenant 15 ans qu'il existe sans être agréé par la DDASS locale, qui refuse de le reconnaître en tant que lieu de vie, il vient de recevoir de la commission régionale des institutions médico et médico-sociales « l'autorisation de création à titre expérimental et pour deux ans du lieu de vie »... sans l'avoir aucunement demandé. A mourir de rire !

A exploiter également, parce que cette reconnaissance de la région ouvre la voie à ce qui jusqu'alors était soi-disant impossible, c'est-à-dire à un agrément par la DDASS (qui œuvre au niveau départemental) des lieux de vie... en tant que lieux de vie et non en tant qu'assistant maternel, établissement ou tiers digne de confiance (les trois formules proposées par l'administration qui toutes n'ont l'être profond, théorique et pratique, des lieux de vie).

Affaire à suivre, donc, que cette reconnaissance régionale pour les lieux de vie qui, comme Le Coral (situé dans l'Aude, près de Limoux), agonisent sous les coups de la répression (1), pour ceux qui n'ont jamais baissé pavillon, pour les travailleurs sociaux qui luttent à l'intérieur du système pour que les lieux de vie soient reconnus en tant que tels... et pour tous ceux - et nous en sommes - qui persistent à croire que l'alternative à l'enfermement « asilaire » n'a de sens que comme partie prenante d'une alternative à tous les enfermements. L'hirondelle de la reconnaissance du Coral par la région ne fera pas obligatoirement le printemps des lieux de vie, mais au vent qui sème actuellement l'implosion de tous les stalinismes se récolteront peut-être des jours de fête pour que nous, vous...

On en recase !

Jean-Marc Raynaud

(1) Cf. ML n° 812, du 24 au 30 janvier 1991.

ATTENTION... NOUVEAUX HORAIRES DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE DEPUIS LE LUNDI 14 OCTOBRE

Du lundi au vendredi : de 12 h à 19 h 30
le samedi : de 10 h à 19 h 30

Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M° Oberkampf),
75011 Paris
Tél. : (1) 48.05.34.08

Nouvelles du front

MILITARISATION DE L'ENSEIGNEMENT

Depuis les premiers accords Armée-Education en 1982, 15 numéros du *Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement* sont parus pour informer, rendre compte des applications de ces accords, des oppositions qu'ils ont suscitées.

La dernière parution de cette revue remonte à avril 1990. En effet, à cause de la guerre du Golfe, durant l'année scolaire 1991-1992, priorité n'a pas été mise sur ces accords ni du côté des initiateurs ni du côté des opposants.

Qu'en sera-t-il de cette année scolaire 1991-1992 ? Si ces accords deviennent lettre morte, tant mieux. S'ils sont redynamisés, il serait dommage de se priver d'un outil utile à tous les opposants à cette philosophie.

Alors, n'hésitez pas à envoyer témoignages directs, coupures de presse sur ce sujet au COT, BP 229, 81006 Albi cedex. Toutes vos infos seront reprises dans le *Ramassis* numéro 16.

« EUROBJECTION 91 »

Une rencontre, « Euroobjection 91 », entre objecteurs allemands, français et polonais est proposée par la Fédération des associations de recherche et d'éducation pour la paix à Evry du 27 octobre au 3 novembre.

FAREP, 16, rue Jean-Giono, 91000 Evry. Tél. : (1) 60.78.28.61.

HUMEUR ANTI-CLERICALE

La contagion des reliques

« La contagion des reliques a beaucoup fait pour la religion catholique », affirmait Robert Desnos.

Or voilà que les reliques disparaissent. Les jeunes ne respectent plus rien ! Ainsi, Saint-Léger, qui ne faisait pourtant de mal à personne, depuis qu'on l'avait placé sous verre à Villefaux, près de Vesoul (Haute-Saône) s'est vu amputé de trois « os de l'avant-bras » par des voleurs spécialisés dans le commerce des squelettes sacrés. C'est d'autant plus navrant que ce Saint-Léger avait perdu la tête en 679, alors qu'il était évêque d'Autun. Décapité. On ne décapite plus guère les évêques à notre époque, mais ce fut une mode au Moyen âge. Le voilà donc manchot, ce brave évêque, et de ce fait encore plus léger qu'avant.

La presse, peu révérencieuse, assure que ces « ossements n'ont pas de grande valeur marchande ».

Bizarre, car on assiste actuellement à une nette augmentation des vols d'ossements sacrés. Cet aspect de la délinquance est souvent ignoré des statistiques et pourtant, en septembre 1991, Saint-Acquin, qui dormait, sans sommeil, de son sommeil éternel dans la modeste église de Saint-Just-d'Arbois s'était vu privé de « son os pariétal crânien ». On imagine l'importance du dommage, ce brave Acquinidès éprouvant désormais des difficultés à porter correctement l'auréole sur un crâne ainsi déformé !

Nous souhaiterions mettre en garde les voleurs d'ossements sacrés par une simple remarque. Ce n'est pas quand ils sont décédés depuis mille ans que les hommes d'église ont une valeur commerciale négociable. C'est quand ils sont vivants.

C'est pourquoi, je conseillerais plutôt à l'amateur de reliques de s'attacher dès maintenant à l'avant-bras du pape Jean-Paul II. Privé de son bras droit, sa Sainteté serait dans l'impossibilité d'exercer son activité professionnelle, et de bénir les foules avec l'efficacité coutumière.

Le processus est simple : on enlève un os, on le revend un bon prix, en Pologne par exemple. Je suppose les voleurs de bonne foi : ils redonnent 10% au Monde libertaire.

Voilà un bon truc pour remplir les caisses et réduire un peu le volume global de la connerie humaine.

Guimou de la Tronche

PS : je signale que *Y a plus de cons* est toujours en vente à la librairie du Monde Libertaire. Mais que c'est beaucoup plus amusant d'acheter la cassette d'Elisabeth, toujours au Monde Libertaire. Prix : 90 F, la cassette et 130 F, le CD (les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico). Tout ça est toujours produit par l'Union pacifiste.

Associations

L'APPEL DE L'ALLIANCE

Nous, associations, mouvements et syndicats de consommateurs, d'écologistes et d'agriculteurs constatons que la politique agricole des trente dernières années est globalement un échec économique, écologique et social, avec un coût financier toujours plus lourd, et qu'elle a soutenu une agriculture intensive qui a entraîné :

- la dégradation des écosystèmes et des paysages ;
 - le déséquilibre dans l'occupation du territoire, avec concentration de la production dans quelques zones et désertification de régions de plus en plus nombreuses ;
 - des surplus, coûteux pour les contribuables, conduisant à la faillite la majorité des paysans français et dont l'écoulement à coups de subventions ruine l'agriculture du tiers monde ;
 - la production d'aliments industriels d'une mauvaise qualité nutritionnelle et gustative contenant de nombreux résidus et additifs chimiques toxiques.
- Aujourd'hui, les négociations internationales (GATT) et la réforme de la politique agricole européenne (PAC) risquent d'aggraver encore cette situation. Nous exigeons une nouvelle politique agricole et rurale qui permette :
- la promotion d'une alimentation de qualité : chaque Etat doit pouvoir définir ses propres normes pour protéger ses consommateurs ;
 - le maintien d'activités agricoles sur tout le territoire par de nouvelles solidarités villes-campagnes, favorables à un monde rural vivant ;
 - le partage de la production agricole entre agriculteurs, régions et nations en

respectant le droit de chaque Etat à l'autosuffisance alimentaire ;

- la rémunération des paysans ;
- le développement d'une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement et économe des ressources naturelles.

Nous appelons au regroupement dans chaque région des consommateurs, des agriculteurs et des écologistes ; à l'interpellation des élus et des décideurs pour qu'ils répondent à ces exigences ; à une large consultation populaire sur la réforme de la politique agricole commune.

Signataires : Bulle Bleue, Comité de liaison pour les énergies renouvelables, Confédération paysanne, Ecropa, Environnement sans Frontières, France-Nature-Environnement, Les Amis de la Terre, Mouvement rural des Jeunesses chrétiennes, Nature et Progrès, Union fédérale des consommateurs.

L'Alliance (consommateurs-écologistes-paysans), 24, rue de l'Ermitage, 75020 Paris. Tél. : (1) 46.36.45.25.

LIBRAIRIE LA GRYPPE

Le samedi 19 octobre, à 15 h, la librairie La Gryffe organise un débat avec Maurice Rajsfus, auteur de *Drancy, un camp de concentration très ordinaire - 1941-1944*.

Maurice Rajsfus continue, avec cet ouvrage, son œuvre de démystification de l'histoire et de révélation de certaines vérités gênantes pour la bonne conscience collective.

Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M° Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : (16) 78.61.02.25.

EX-UNION « SOVIETIQUE »

Les enfants de Makhno

À l'heure de la perestroïka, les anarchistes occidentaux ont découvert, avec plaisir, la résurgence d'un mouvement libertaire en URSS. Sergueï, au fait du développement des organisations anarchistes de Russie et d'Ukraine, nous brosse un tableau de la situation actuelle, avec l'espoir qu'elles parviendront à poursuivre leur extension.

« L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre » rappelait une banderole surmontant une barricade organisée par les anarchistes dans les rues de Moscou, les 19 et 20 août derniers.

Ainsi, la fulgurante réapparition en Union soviétique du mouvement libertaire se remarque en URSS (1), mais aussi en Occident où parfois des drapeaux noirs surgissent dans la grisaille de nos lucarnes à décevoir.

Au-delà du rire joyeux et posthume de Bakounine devant cette vision, il est intéressant de tenter de comprendre les origines, les actions et les discussions qui animent le bouillonnement des groupes anarchistes.

Les bolcheviques n'avaient pu étouffer totalement le feu libertaire qui s'alimente au plus profond désir de liberté de chaque individu. Mais c'est dans les périodes de révoltes qu'il se réanime, comme le rappelle Alexandre Tchoukaev (2) : « 68 a été ressenti en URSS comme le symbole de la liberté, il en est résulté une vision plus critique du passé, la découverte et l'étude de l'anarchisme. » (3)

La répression ne permit pas aux groupes anarchistes créés dans les années 70 de se maintenir publiquement. Quelques uns réapparurent parmi la floraison de groupes d'initiative sociale (4) surgis aux débuts de la perestroïka.

Mais ce n'est qu'en 1989 avec l'apparition publique de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS) et son magazine *Obchtchina* (5) que le développement de l'anarchisme s'accroît fortement.

Par un activisme débordant, ceux qui s'en réclament, jeunes pour la plupart, interviennent dans tous les domaines d'une vie sociale et culturelle sous anesthésie depuis 70 ans.

Les rues s'animent de banderoles et de drapeaux noirs, dans les défilés non officiels du 1^{er} Mai, les manifestations contre le massacre de la place Tien-An-Men, la politique américaine, la hausse des prix... Beaucoup d'anarchistes se retrouvent également pour s'opposer à la construction de centrales nucléaires, aux industries polluantes, mais aussi pour dénoncer le militarisme par des sit-in devant le ministère de la Défense ou devant des installations militaires.

Ils soutiennent les tentatives de création d'un mouvement ouvrier puissant et autonome en participant aux piquets de grève, diffusant les informations (6). Des membres de la KAS ont créé le syndicat *Soprotivnienje* (« Résistance ») encore peu important, et participent à un regroupement plus large, la Fédération des syndicats de Moscou.

Pour diffuser largement les idées, des conférences (7) sont organisées et de nombreux journaux (8) sont édités, sans oublier les concerts...

L'écho croissant vaut à nos compagnons et compagnes d'être souvent sollicités pour apporter des réponses concrètes et immédiates aux graves problèmes de leur pays.

Ainsi, certains animateurs de la KAS de Moscou préconisent de maintenir, un temps, un marché libre entre les entreprises gérées par les travailleurs, afin de relever le faible

niveau technologique actuel. Cette position est condamnée par beaucoup, qui argumentent à juste titre que la concurrence entraînera l'exploitation.

Ces désaccords sont accentués par l'absence de principes d'organisation précis, ce qui ne facilite pas les débats communs. Des questions se posent : toute organisation entraîne-t-elle une bureaucratie ? Comment regrouper les diverses sensibilités, anarcho-syndicalistes, anarcho-communistes, anarchistes individualistes ?

Les difficultés pratiques pour établir des échanges réguliers en URSS même, aussi

« Par un activisme débordant, ceux qui se réclament de l'anarchisme [...] interviennent dans tous les domaines d'une vie sociale et culturelle anesthésiée depuis 70 ans. »

bien qu'avec le mouvement anarchiste international ne leur ont pas encore permis de pratiquer suffisamment le fédéralisme libertaire, qui peut apporter des réponses concrètes.

Dans le foisonnement actuel, on peut estimer qu'il y a plusieurs milliers d'anarchistes

Notes

- (1) « Le mouvement anarchiste est à prendre très au sérieux », Anatoly Lukianov, président du Soviet suprême.
- (2) Militant anarcho-syndicaliste, représentant à l'extérieur de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs (SMOT) en France.
- (3) *Mai 68 par eux-mêmes*, éditions du Monde Libertaire.
- (4) Autour de la politique, mais aussi l'écologie, la musique...
- (5) « Commune » pour rappeler un type de villages communautaires, sans propriété privée, détruits par les bolcheviques en 1917.
- (6) Bulletin édité par l'agence d'information sur le mouvement ouvrier KAS-KOR.
- (7) Par exemple, *La vie et l'œuvre de Bakounine, L'anarchisme russe passé et actuel, Le mouvement ouvrier et le syndicalisme en Russie, Makhno, mythe et réalité*.
- (8) Quelques titres : *L'étoile noire, le Révolté, la Route de la liberté, la Voie de l'anarchisme, le Tocsin (Nabañ, la Voix des travailleurs (Golos Trouda)*
- (9) *L'étoile noire*, 5 mars 1991.

« organisés » dans quelques centaines de groupes, mais que leur influence réelle va bien au-delà, sans doute plusieurs dizaines de milliers.

Outre les organisations locales ou régionales, telle la Confédération des anarchistes d'Ukraine (CAU), les principales organisations sont :

- la KAS, qui a tenu son 4^e congrès en mars 1991 ;

- l'Association des mouvements anarchistes (ADA), créée l'été 1990 à l'occasion d'un camp de protection contre une centrale nucléaire à Balakovo sur la Volga ;

- l'Initiative révolutionnaire des anarchistes (IREAN), créée en mars 1991 par des démissionnaires de la KAS ;

- l'Union des jeunes anarchistes radicaux (AROM), rassemblant des hippies, des punks autour d'actions pacifistes.

Souhaitons que sa grande vitalité permette au mouvement anarchiste de surmonter ses divergences et de représenter une réelle alternative, celle qu'évoque par exemple l'IREAN : « Notre objectif est une société communiste libre, une fédération de communes autogérées... Nous déclarons comme principes fondamentaux l'abolition de l'Etat, l'anti-capitalisme, l'antimilitarisme et l'internationalisme. »

Nous rejetons l'idée d'une économie planifiée centralement - le monopole d'Etat avec sa bureaucratie - mais aussi l'économie de marché, la propriété privée et le capitalisme privé ! Nous sommes aussi contre les frontières et le nationalisme.

Nous préconisons comme moyens pour atteindre nos buts l'auto-organisation et l'action directe : autogestion, travailleurs gérant leurs usines, boycott et sabotage grèves, notamment grève générale active qui paralyse et détruit l'Etat...

Sans anarchie, il n'y a pas de liberté. » (9)

Sergueï

ETATS-UNIS

Parmi les GI's qui ont refusé de participer à la guerre du Golfe, on retrouve de nombreuses femmes (elles représentent 10% des effectifs de l'armée américaine).

Le cas le plus connu est celui du capitaine Yolanda Huet-Vaughn, docteur, 40 ans, mère de trois enfants. Elle déserte le 31 décembre 1990. « Au début de mes études, j'avais deux ou trois jobs. L'un d'eux était avec l'armée. Ensuite, j'ai poursuivi mes études médicales dans la Garde nationale et j'ai fini cette scolarité avec grade de capitaine dans la réserve. Ensuite, j'ai voulu rompre tout lien avec l'armée en remboursant les frais de mes études à l'Etat. Mais le 20 décembre 1990, j'ai été mobilisée », explique-t-elle. « Je refuse cette guerre. Je n'ai pas oublié le Viêt-Nam et ses conséquences ».

Condamnée début août 1991, à deux ans et demi de prison, elle risque de perdre le droit d'exercer son métier. Entre le 20 décembre 1990, date de sa désertion et le 2 février 1991, date à laquelle elle s'est rendue aux autorités militaires au fort Leonard-Wood (Missouri), elle a participé activement aux mouvements anti-guerre, multipliant les prises de parole lors des manifestations.

Amnesty International vient d'annoncer qu'elle adoptait le capitaine Huet-Vaughn comme « prisonnier de conscience » et « ne désespérait pas d'obtenir sa libération rapidement ». De nombreux comités de soutien se sont créés aux Etats-Unis pour obtenir également sa libération.

(Source : Rita Fax Infos, 40, rue de Malte, 75011 Paris.)

GRANDE-BRETAGNE

Réseau pour une démocratie active : il s'agit d'un projet international qui présenterait des analyses concrètes de formes actives de démocratie dans les organisations de la classe ouvrière (comme, par exemple, la coordination des dockers espagnols).

Nous serions intéressés de rentrer en contact avec tout camarade ayant « vécu » des expériences de ce type, ou qui serait intéressé par la prélecture critique de textes, par de la traduction ou de toute autre façon.

Nous avons l'intention de publier des articles en français, anglais et espagnol. Des « versions brutes » d'articles peuvent être envoyées à quiconque en fera la demande.

Active Democracy Network, 39, Vesta Road, Brockley, London SE4 2 NJ, England.

GRANDE-BRETAGNE

Class War : histoire d'un mouvement

La semaine dernière, nous vous rendions compte d'un congrès international organisé par la fédération anarchiste britannique Class War. C'était sans vous préciser ce qu'est Class War. Voici donc un petit historique au sujet de ce mouvement.

Le premier numéro du journal *Class War* paraît en 1983. Il est réalisé par un petit groupe de copains à Swansea (Pays-de-Galles). Au début, le public visé était essentiellement celui du mouvement punk anarchiste et pacifiste. Fustigeant les mouvements pour la paix, *Class War* revendiquait l'idée que la violence est nécessaire. Définissant l'ennemi non pas comme l'« Etat » ou le « système », mais la « classe dirigeante » non seulement en tant que classe, mais aussi en tant qu'individus conscients qui la composent.

Quand éclate en 1984 la grève des mineurs, *Class War* abandonne son discours sur le crétinisme du Congrès for National Desarmement (CND) (1) et appelle au soutien actif et direct aux grévistes.

C'est l'envol des chiffres de vente et *Class War* atteint un lectorat et des supporters bien au delà de ses ambitions initiales.

Le collectif de *Class War* décide alors de sortir du carcan du militantisme écrit et en 1985, appelle à une marche *Bash The Rich* (« Cognons les riches »). 500 personnes prirent part à cette marche (symbolique) de Notting Hill à Kensington, opérant ainsi la première incursion groupée de la classe ouvrière dans les quartiers rupins depuis le XIX^e siècle. D'autres marches devaient suivre dans d'autres quartiers chics. Il est significatif qu'ils aient été arrêtés à mi-chemin les fois suivantes, montrant à quel point la bourgeoisie apprécie peu de voir des prolétaires visiter les quartiers résidentiels. Déjà au début des années 80, des manifestations *Stop The City* qui n'étaient pas à l'initiative de *Class War*, avaient donné le départ d'un changement d'humeur de la part du mouvement anarchiste. Le premier congrès de *Class War* se tint cette année là ; il regroupait 50 personnes.

La révolte des banlieues en 1985-86 s'avéra être un nouveau stimulant, et le journal s'est vendu cet automne-là à quelques 12 000 exemplaires.



« Ces gens-là ne montrent aucun respect pour la propriété privée. » Margaret Thatcher, le 01/04/90.

Cependant, il s'avérait nécessaire de consolider les liens tissés entre les gens au cours de ces trois années. Au congrès national de Manchester, les individus et les groupes qui participaient d'une façon ou d'une autre à la rédaction du canard et ceux qui le distribuaient devaient décider de se fédérer sur des buts et principes de base communs. Le principe de fédération représente pour *Class War* « la forme la plus démocratique de l'organisation où les groupes et les individus ont un large degré d'indépendance dans le cadre d'une stratégie et d'une politique commune ».

C'est après la grande campagne nationale anti-Poll Tax de 1990 que *Class War* devenue *Class War Federation* connaît son heure de « gloire ». Lorsque à la télévision les états-majors de droite et de gauche (y compris d'extrême gauche) dénoncent formellement la violence spontanée de la population, qui avait infligé une raclée bien méritée aux forces de police, un porte parole de *Class War Federation* leur répond « Ce sont des héros de la classe ouvrière ! ».

À l'automne 1990, au deuxième congrès de Manchester, *Class War Federation* achevait de se constituer en organisation en établissant un mode d'adhésion formelle, des principes de base précis, des mandats d'individus responsables devant le congrès deux fois par an. En un mot : l'Anarchie.

Le journal *Class War* continue de se vendre aux alentours de 10 000 exemplaires par mois ce qui représente un lectorat d'environ 30 000 personnes. Quelle subversion !

Vincent

(1) La Conference for National Desarmement est une organisation pacifiste et antinucléaire du Parti travailliste.

COMMEMORATION

Regard sur un jour funeste : le 17 octobre 1961

Il y a un an, dans le *Monde libertaire* n° 799, nous vous avions déjà parlé de ce sinistre jour du 17 octobre 1961, où une manifestation d'Algériens fut sauvagement réprimée sur la place de Paris.

Aujourd'hui, pour commémorer les 30 ans de cet événement tragique, des manifestations du souvenir sont organisées. Profitant de l'occasion, notre journal renoue avec le sujet.

VOILA 30 ans, la République française massacrait des centaines d'Algériens, qui défilaient contre la répression qui les frappait...

En 1961, la Guerre d'Algérie dure depuis sept ans. Les combats continuent dans les djebels pendant que les politiciens négocient dans le secret, alors qu'en France métropolitaine la répression s'accroît. Le préfet de Bordeaux sous le régime de Vichy (devenu préfet de la Seine), Maurice Papon, annonce-t-il que le couvre-feu est institué. Ces mesures se présentent sous forme de « conseils » à la communauté algérienne. Mais la réalité est toute autre : il est désormais interdit aux Algériens de circuler entre 20 h 30 et 5 h 30 ; ils doivent marcher seuls dans la rue ; les débits de boissons sont fermés à 19 h. La situation,

déjà dramatique, devient tragique : les bavures augmentent sans cesse ; les flics interpellent et tabassent aux faciès, déchirent les laissez-passer accordés aux travailleurs de nuit et saccagent les débits de boissons. Bien entendu, Marocains, Espagnols, Portugais, Italiens et Algériens font les frais de ces agissements. Leur vie devient impossible. Les travailleurs ne sont tranquilles nulle part, la police allant jusqu'à descendre dans les bidonvilles, les foyers et les hôtels pour les interpellier. Certains harkis, sous les ordres de la police française, tortureront leurs frères algériens dans les sous-sols de certains cafés de la Goutte-d'Or. Les flics utilisent n'importe quel prétexte pour intervenir : un Algérien qui court devient immédiatement suspect, est arrêté, fouillé et, dans le meilleur des cas, conduit au commissariat...

Dans la communauté algérienne, la riposte s'organise : la Fédération française du Front de libération national (FLN) décide

d'organiser une manifestation, le 17 octobre, en riposte au couvre-feu. Celle-ci doit être pacifique : les participants sont systématiquement fouillés ; le moindre canif est retiré à son porteur. Le service d'ordre et l'organisation sont bien structurés.

La manifestation du 17 octobre

En fin de journée, hommes, femmes et enfants quittent les bidonvilles de la périphérie de Paris : Nanterre, Aubervilliers, Choisy-le-Roi... Bientôt, 30 000, 40 000, puis 50 000 Algériens sont aux portes de la capitale. Ils se dirigent vers le centre en empruntant les grands boulevards aux cris de : « Libérez Ben Bella ! », « Non au couvre-feu ! » et « Algérie algérienne ! ». Les divers cortèges progressent et gagnent les grandes artères, plus particulièrement Saint-Michel et Saint-Germain, en avançant en bon ordre sur le côté de la chaussée. En face des manifestants, la police bloque les ponts et les bouches de métro. Mais il est déjà trop tard, les cortèges ont atteint la place de l'Opéra et le boulevard Saint-Germain. Les flics chargent, matraquent, puis tirent. Certains manifestants n'ont pas le temps de sortir des couloirs du métro, ils sont interpellés, molestés, puis embarqués dans les four-

gons. Durant toute la nuit, des chasses à l'homme vont s'organiser dans les rues de la Cité. Les flics font des heures supplémentaires. Des commandos de nerfs de l'OAS, agissant pour leur compte, traquent leurs victimes jusque dans la cour de la caserne de la Cité. Partout, on retrouve des corps mutilés (des cadavres sont repêchés dans la Seine). Les interpellations se comptent par milliers (11 842 officiellement). Les cars de police sont bientôt en nombre insuffisant, les bus de la RATP sont alors appelés en renfort pour mener les manifestants aux commissariats, vite pleins aux aussi. Les flics utilisent les méthodes qu'ils avaient utilisées durant l'Occupation, lors des rafles anti-juives. Les manifestants sont parqués au Palais-des-Sports, au stade Coubertin, puis au parc de la porte de Versailles. Les conditions de détention y sont horribles. La Croix-Rouge n'est d'ailleurs pas autorisée à venir en aide aux prisonniers.

Les meneurs sont expédiés dans des camps en Algérie, pour y être interrogés et torturés. Fin novembre, 2 500 Algériens sont encore internés. Durant les matraquages des fliaques de sang avaient été évacuées par la flicaille à coups de seaux d'eau ; ce qui n'empêcha pas la Préfecture de donner, officiellement, un nombre de victimes faible au regard des événements : 2 morts et 13 blessés. En réalité, nul ne

sait combien il y eut de morts, certaines enquêtes laissent à penser qu'il y en eut environ 200 !

Le silence

S'il y eut quelques réactions dans quelques journaux de gauche, comme *Libération* (1) ou dans la presse militante, les médias eurent, comme à leur habitude, des réactions déplorables. Ainsi, le *Monde*, relatant les événements, écrivait le 20 octobre : « Des musulmans ont ouvert le feu sur un car de police ». Dans *l'Aurore*, on pouvait lire : « Leur masse hurlante et menaçante (...) va transformer les boulevards en champs de bataille ». Vu ces commentaires, il n'est pas étonnant que toute la lumière n'ait jamais été faite sur ce « pogrom anti-Algérie ». Jamais les responsables n'ont été inquiétés, comme ne le furent jamais les cadres du régime de Pétain et les serviteurs zélés de la Collaboration. Mais peut-on imaginer qu'un Etat fasse juger un jour ses plus fidèles soutiens... Et rien n'empêchera d'autres Maurice Papon de devenir ministres, pour bons et loyaux services sans doute...

Sylvain Eischenfeld
(extrait de *Soieil noir* n° 6)

(1) *Libération*, première formule, et non l'agence de presse gouvernementale que l'on connaît aujourd'hui.

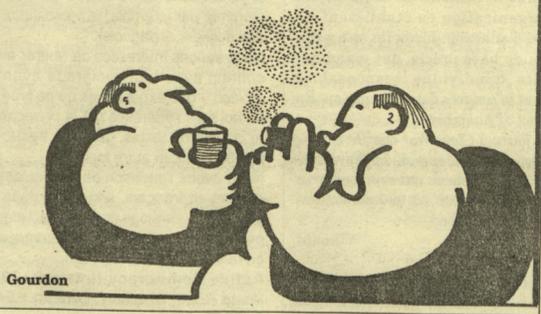
17 octobre 1961

Pour commémorer le 30^e anniversaire du massacre des travailleurs algériens à Paris, le 17 octobre 1961, l'association « Au nom de la mémoire » organise à Paris :

- Un colloque à la Sorbonne (amphithéâtre Lefebvre), samedi 19 octobre, de 14 h à 18 h 30 ;
- la projection d'un film de témoignages, le 22 octobre, à 18 h, à l'Institut du monde arabe ;
- une exposition, actuellement, à la Ligue de l'enseignement (3, rue Récamier [M^o Sèvres-Babylone], 75007 Paris).
Tél. pour plus de renseignements : (1). 42.45.13.80.

Le dessin de la semaine

IMMIGRES :
ILS OSENT
MÊME TRAVAILLER
AU NOIR DANS
NOS USINES !



Gourdon

NOTES DE LECTURES

« La bataille de Paris » de J.-L. Einaudi

« Le silence du fleuve » Anne Tristan

Entre octobre 1961 et octobre 1991, peu de livres ont été écrits autour de cette sinistre date qu'est le 17 octobre 1961. Bien évidemment, *Meurtres pour mémoire* de Didier Daeninckx compte de nombreux lecteurs. *Les Ratonnades d'octobre* de Michel Levine en a eu déjà beaucoup moins. Quant à celui de Paulette Peju, *Ratonnades à Paris*, il est quasiment inconnu (1). Aujourd'hui, avec le 30^e anniversaire de ce massacre, deux livres paraissent autour du sujet : *La bataille de Paris* de Jean-Luc Einaudi et *Le silence du fleuve* d'Anne Tristan (2).

Deux livres totalement différents tant dans leur conception que dans leur réalisation. Jean-Luc Einaudi a réalisé un travail d'enquête. Tout au long de son ouvrage, il restitue à l'aide de témoignages, de certaines archives (notamment celles d'un syndicat de police et de la Fédération de France du FLN) les événements qui ont abouti à cette date. La vie du préfet de la Seine de l'époque, Maurice Papon, y est détaillée et peut donner des « fourmis dans les poings » à de nombreuses personnes. Son enquête est impitoyable. Avec minutie Einaudi décrit heure par heure, cas par cas la détresse des victimes et l'attitude des bourreaux. La police parisienne matraque à coups de

crosses ; mitraille les manifestants ; va jusqu'à noyer un certain nombre d'entre eux. Ces Algériens défilaient pacifiquement contre le couvre-feu, les brimades et le racisme permanent de la flicaille. Au départ, cette manifestation se voulait, et fut pacifique. Après le massacre, l'Etat essaiera d'étouffer ses exactions, et ce avec la complicité des médias ; ceux-ci occultant quasiment toutes les tentatives de faire connaître la vérité.

Briser le silence

C'est à ce silence qu'Anne Tristan répond. Son livre se présente de manière toute autre. *Le silence du fleuve - octobre 1961* est édité par l'association « Au nom de la mémoire ».

Il représente un cri, celui d'individus ulcérés par le silence qui pèse sur ce massacre. L'objectif est clair : restituer, faire connaître le 17 octobre 1961... parce que c'est l'oubli qui permet au crime de se répéter, et nous prive des moyens de nous y opposer ». L'ouvrage laisse une large place aux documents iconographiques enrichis de nombreuses photos inédites, et aussi à l'émotion : les témoignages hurlent contre ce Paris qui a laissé des Algériens se faire massacrer sans réagir ;

contre ce Paris qui ne s'est réveillé que pour les morts de Charonne. Ce livre provoque un sentiment de révolte, la volonté de savoir pourquoi un tel massacre a été possible sans que personne ne s'en préoccupe. Pourquoi tout le monde s'est tu, comme tout le monde s'était tu lors des rafles du Vel'd'Hiv'.

Avec la parution de ces deux livres, la mémoire va peut-être chasser l'oubli. « Les victimes du 17 octobre se noient cette fois dans la mémoire des Français. Depuis, ce silence qui sépare l'humanité n'a pas été comblé. » Maintenant, le silence est rompu, alors que la vérité éclate au grand jour !

Sylvain Eischenfeld
(groupe Flores-Magon - Paris XIII^e)

(1) *Meurtres pour mémoire*, Didier Daeninckx, coll. Folio. Prix : 26 F.

(2) *Les ratonnades d'octobre*, de Michel Levine, éditions Ramsay. Epuisé. *Ratonnades à Paris*, Paulette Peju, éditions Maspéro. Epuisé.

(3) *La bataille de Paris*, 17 octobre 1961, Jean-Luc Einaudi, éditions du Seuil. Prix : 130 F. *Le silence du fleuve*, octobre 1961, Anne Tristan, éditions « Au nom de la mémoire ». Prix : 150 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (Chèques à libeller à l'ordre de Publico).

NOTES DE LECTURES

« La Voie libertaire »

Michel Ragon, éd. Plon

Ciné sélection

Sous les pavés, la plage : « Playtime » de Jacques Tati

De *Combat à Positif*, les journalistes charognards, autrefois, assassinèrent *Playtime*, fracassant échec commercial de l'histoire du cinéma. « Ciné-mémoire » élève, aujourd'hui, ce film au rang de monument quasi national en le projetant à Paris, à l'Opéra-Bastille. Cynique revanche ? Il est vrai que des générations de « jeunes » cinéastes se sont revendiqués de l'apport de Jacques Tati depuis *Playtime*, et reconnaissent le travail « révolutionnaire » de l'artiste sur le son. Limiter l'apport de Tati à la bande son, c'est refuser de voir que son œuvre innove autant dans la conception de l'image, du son, de la narration (« *Faut-il raconter des histoires ?* », demande Godard) que dans la conception du monde. Son œuvre est une véritable épopée des temps modernes, dont Ulysse est Monsieur Hulot. Comme tous les films de Tati, *Playtime* remplit le contrat de son titre. Expression anglo-américaine, dont la traduction française est « temps de loisirs », le sujet du film sera le temps des loisirs dans un monde où architecte et maître d'hôtel disent : « *Je ne veux plus voir un outil dans la salle* » et « *Dehors, les ouvriers !* ».

Le hors-champ du film inscrit le travail comme le principal artisan (caché) du monde. Derrière *Playtime*, trois questions : Qui a fabriqué la ville ? Pour qui ? A quelle fin ? Cette ville du temps des loisirs montre une conception large de la sphère des loisirs : biens d'équipement sous toutes leurs formes architecturales (aéroports, foires d'expositions, maisons, restaurants...) et biens de consommation (électroménager, automobile, aliments...). Que raconte *Playtime* ? Le voyage organisé à Paris d'un groupe de touristes américains. Ce voyage comprend un itinéraire précis qui sera le récit filmique (Arrivée à Paris - aéroport - accueil - visite des stands d'une foire commerciale : le salon des arts ménagers - visite de Paris et de ses monuments - un repas dans un restaurant de luxe dont c'est l'inauguration, avec soirée dansante - retour à l'aéroport en car). Dans ce voyage où le parcours est fléché, jamais l'uniformisation du monde n'a été si clairement montrée au cinéma. La mise en scène désigne la confusion des lieux, la disparition des repères : sommes-nous dans un aéroport ou dans un hôpital ? Dans un manège ou dans la rue ?

La présence de Hulot révèle la véritable nature des lieux : Hulot tend à disparaître en tant que héros par sa multiplication. Il se « démocratise », et est représenté par des acteurs différents : noir, petit, Tati... Hulot est reconnaissable à son costume, mais l'individu est inexorablement broyé dans les reflets d'un Paris insaisissable qui ne sait plus où est passée la Tour Eiffel. Ere de l'industrie culturelle de (s) masse (s) où foire commerciale et musée sont logés à la même enseigne. A Paris, les touristes achètent plus facilement au salon des arts ménagers, que ce qu'ils voient à Miami, tous les jours, en vitrines... et vice versa. Le « dépaysement » encourage à l'achat et participe à la fabrication de « souvenirs ». Le voyage organisé ne laisse aucune place à l'imaginaire pour créer une mémoire des lieux ; le monde uniformisé devient une gigantesque vitrine. Ici, c'est Hulot qui casse le premier l'architecture du monde. Dans *Playtime*, les personnages ne s'amuse vraiment que lorsque le monde se fissure et s'écroule. Sous les pavés, la plage. Après la brèche ouverte, le monde rentre dans l'ordre : cloisonnement, plus rien ne communique et Barbara ne saura jamais que c'est Hulot qui lui offre le foulard avec la Tour Eiffel peinte, souvenir de Paris.

Playtime ressemble à un ballet. Moisson de couleurs et de sons pour tendre au monde son miroir. Réaliste, Tati renvoie au spectateur l'image même du monde où nous vivons. *Playtime* exige un spectateur actif, sélectif car il sollicite plus que tout autre film l'œil et l'oreille par la mobilisation de toute la surface du champ disponible et l'invention d'un monde sonore d'une richesse quasi inégalée. Mais *Playtime*, par delà l'image de la réalité, de l'ennui et de l'aliénation qu'il donne à voir, est une œuvre de poète et de magicien. Cette ville prémonitrice des tours de la Défense est belle dans ses bleus métalliques, parce que Tati ne copie pas le monde mais le réinvente.

Laura L. de « Fondu au Noir »

FAHRENHEIT
Espace Icare - MJC
31, boulevard Gambetta
(M^o Corentin-Celton),
92130 Issy-les-
Moulineaux.
Tél. : 45.54.21.39.
Vendredi 18 octobre,
21 h
**Zuruck Placenta
et La Muerte**
Places : 50 F et 40 F
(pour les adhérents)

**Mots et musiques
& Radio-Libertaire**
présentent
Fabienne Elkoubi
Lundi 21 octobre,
20 h 30
Théâtre Clavel
3, rue Clavel (M^o Pyrénées),
75019 Paris
Places : 80 F et 60 F
Renseignements : 43.84.70.04

A PRES cette admirable fresque que Michel Ragon nous livra dans son dernier roman, *La Mémoire des vaincus*, aujourd'hui, il nous gratifie d'un nouvel ouvrage, *La Voie libertaire* (1).

Son titre, à lui seul, fixe la trame du contenu. L'objectif de Michel Ragon est clair : faire connaître la pensée et le mouvement libertaire dans sa pluralité. Bien sûr, l'auteur le fait à travers une approche toute personnelle, formant le fil conducteur qui nous guidera tout au long de cette voie. Avec une main de maître, l'auteur nous emmène dans cette longue pérégrination, qui a pour point de départ l'aube de nos origines pour se terminer en cette fin de XX^e siècle. Pour relater cette naissance du mouvement anarchiste français, puis sa structuration et ses modifications, le style et la clarté d'exposition de l'auteur ne sont pas ses moindres qualités d'écrivain. En bon mécanicien de la pensée, Michel Ragon nous démonte ce mouvement libertaire en action : son flux et ses culs-de-sac, l'interprétation de celui-ci avec l'intelligentsia. Enfin, le nouvel essor du mouvement libertaire.

Ce livre, à notre avis, a bien d'autres ambitions que d'intéresser uniquement les militants anarchistes. Il s'ouvre à l'intelligence humaine, aux esprits curieux qui souhaitent comprendre comment ce mouvement, malgré toutes les répressions, a réussi à se frayer un chemin parmi les décombres des grandes idéologies dominantes, et à mainte-

nir cette énergie vitale lui permettant de conserver une extraordinaire jeunesse. Alors que les permis d'inhumer ont été définitivement accordés à Marx, Lénine, Trotski et consorts, les ombres de Proudhon et de Bakounine planent toujours sur nos têtes. Sans doute parce que « *L'anarchie*, comme l'affirme l'auteur, est à la fois une philosophie et une pratique sociale ».

Ce kaléidoscope de notre propre histoire ne se regardera pas sans rappeler bien des souvenirs délicats ou heureux aux plus

« L'anarchie est à la fois
une philosophie
et une pratique sociale. »

anciens d'entre-nous. Mais nul ne saurait reprocher à Michel Ragon de nous relater sa vision de l'histoire de l'anarchisme français sans ouvrir, peut-être, quelques cicatrices mal refermées pour les uns, ou quelques interprétations de situations différentes pour les autres. Le travail de l'auteur possède ses limites propres. Avant tout, il s'agit d'un livre de rencontres. Est-ce un hasard si l'ouvrage commence par cette phrase : « *En réalité, notre vie est déterminée par des absences et par des rencontres* » ? Propos empreints d'humilité qui expliquent et adoucissent pour

les grincheux, s'il y en a, l'excellent travail fourni par Ragon. L'auteur ne nous entretiendra pas de ses absences mais plutôt de ses rencontres fabuleuses avec les principaux animateurs du mouvement anarchiste qui marqueront sa culture libertaire. Il nous fait ainsi découvrir les « chemins de l'amitié », et les fréquentations qu'il entretenait nous permettent de mieux comprendre les motivations, la personnalité des militants qui construisirent notre mouvement en ce milieu du XX^e siècle. Pour toutes ces raisons, il importe de lire et de conserver précieusement cet ouvrage qui, sans être le livre d'histoire de l'anarchisme français - il n'en a d'ailleurs pas la prétention -, reste le témoignage particulièrement précieux d'un libertaire engagé dans le vent de notre propre histoire.

Signalons que *La Voie libertaire* comporte une iconographie importante et originale, nous rappelant, dans la forme, un autre ouvrage de l'auteur, *Ils ont semé nos libertés*. Apport intéressant qui renforce avec bonheur la valeur du texte. Souhaitons à Michel Ragon et à son livre une grande diffusion pour le plus grand bien de notre pensée.

Roland Bosdeveix

(1) *La Voie libertaire*, Michel Ragon, éditions Plon, coll. Terre Humaine - Courants de pensée (collection qui fournit des ouvrages intéressants). Prix : 140 F. Ce livre est en vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico).

« Splendeur et décadence du camarade Zulo »

Dritëro Agolli, éd. Gallimard

CE roman est une petite perle d'humour salvateur face à une dictature digne du roi Ubu, l'Albanie d'Enver Hodja.

Splendeur et décadence du camarade Zulo (1) est, en fait, composé des notes de Demkë, l'adjoint de Zulo, fonctionnaire au ministère de la Culture. Et la culture dans un régime pareil, ça n'est pas triste ! Ainsi, quand Zulo et Demkë assistent à la répétition générale d'une pièce de théâtre, Zulo est irrité : « *Je dis d'abord qu'en dépit des efforts du metteur en scène et des artistes, le spectacle manque de maturité. C'est un drame idéologiquement erroné. D'abord, le héros négatif respire la force. Avez-vous remarqué qu'il monte en haut d'une colline ? Qu'est-ce que cela veut dire, mes amis ? Cela veut dire qu'il monte sur un piédestal, à savoir la colline. Il faut qu'il descende de la colline, ou mieux qu'on le fourre dans un puits. C'est le héros positif qui doit monter sur la colline.* » (p. 171)...

Un autre responsable de la « culture » avait, juste avant ce morceau de bravoure, osé dire que « *L'auteur, Adem Adachi, le metteur en scène, Maliq Manari, et les artistes ont créé des personnages d'une réelle vérité [sic], pleins d'impulsions internes [sic] sur un fond d'impulsion externes transparentes [sic]* » (p. 170).

Le livre regorge de propos du même tonneau. Pourtant, Dritëro Agolli affirme n'avoir rien inventé, puisqu'il a travaillé au sein de ce ministère. Les élucubrations qu'il prête à Zulo ont donc bel et bien été proférées par un obscur apparatchik albanais, ce qui n'est pas le moins consternant. En réalité, Demkë, c'est Agolli car celui-ci a connu des Zulo en chair et en os.

Ce roman montre combien ces systèmes politiques sont de redoutables

machines à broyer les individus. Ainsi que le titre l'indique, Zulo, après la splendeur, connaîtra la chute, comme tant d'autres...

La critique du pouvoir ne perd pas ses droits. Mais le plus dramatique, c'est la manière dont Agolli montre comment les gens sont salis et avilis par ce système. C'est aussi, pour nous, l'occasion de rap-

peler dans quel délire idéologique vivaient les marxistes-léninistes, et dans lequel vit le « dernier carré ».

Ah, au fait, la pièce a été interdite, bien entendu.

J. M.

(1) « Splendeur et décadence du camarade Zulo », Dritëro Agolli, 285 p. Prix : 116 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

JOURNÉE D'ETUDE
DE LA SOCIÉTÉ PROUDHON

« Les anarchistes et Proudhon »

Samedi 19 octobre 1991
de 9 h à 17 h 30,
au CES Paul-Bourget,
2, rue Paul-Bourget, 75013 Paris.

Programme

- 9 h : ouverture.
- 9 h 15 - 9 h 50 : Pierre Ansart, *La question de l'anarchie dans l'œuvre de Proudhon*.
- 9 h 50 - 10 h 25 : Bernard Voyenne, *Proudhon et Bakounine*.
- Pause.
- 10 h 45 - 11 h 20 : Patrick Cingolani, *Max Stirner : « J'ai fondé ma cause sur rien »*.
- 11 h 20 - 12 h : Gaetano Manfredonia, *Lignées proudhoniennes dans l'anarchisme français*.
- Déjeuner.
- 14 h 15 - 14 h 50 : Yves Peyraud, *L'anarchisme aujourd'hui en France*.
- 14 h 50 - 15 h 25 : Aimé Marcellant, *Anarchisme et mouvement syndical*.
- Pause.
- 15 h 45 - 16 h 20 : Franz Mintz, *Proudhon, l'Espagne et le mouvement anarchiste*.
- 16 h 20 - 16 h 55 : Johannes Hilmer, *L'anarchisme en Allemagne depuis 1945 et l'influence de Proudhon*.
- 16 h 55 - 17 h 25 : symposium avec la participation de Rosemarie Ferenczi, Georges Navet, Jean-Paul Thomas...
- Pause.
- 17 h 40 : assemblée générale de la Société P.-J. Proudhon.

Société P.-J. Proudhon,
EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris

RENDEZ-VOUS

ALES (Gard)
Une liaison FA vient de se constituer sur Alès. Pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

MELUN/BRIE-COMTE-ROBERT
Pour contacter ou s'informer sur la Fédération anarchiste dans la région de Melun, Brie-Comte-Robert et Guignes (77), écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

LILLE
Le groupe Humeurs Noires de Lille reprend ses activités régulières. Si vous voulez rencontrer les anarchistes de la région lilloise, rien de plus simple : une permanence à lieu chaque mercredi de 19 h à 20 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, à Lille. Le groupe vend, également, le *Monde libertaire* le vendredi à la gare de Lille de 17 h à 18 h 30, le samedi midi aux lycées Pasteur et Faidherbe à Lille et le dimanche de 10 h 30 à 12 h au marché de Wazemmes. Sans oublier les tables de presse dans les facs de Lille I et Lille III, qui reprendront bientôt.

NANTES
Retrouvez le groupe Milly-Witkop de la FA et l'OCL-Nantes, sur les ondes de Radio-Alternantes (97.5 FM), le mardi 22 octobre de 19 h 40 à 20 h 30. « Magazine Libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

ORMESSON/SUCY-EN-BRIE (Val-de-Marne)
Une liaison FA existe à Ormesson/Sucy-en-Brie. Un groupe antifasciste vient, par ailleurs, de se créer. Pour tout contact s'adresser au groupe du Val-d'Yerres (Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettra.

ROUEN
En alternative à « La Fureur de lire » ministérielle, le groupe de Rouen de la FA organise la 2^e Journée de l'édition libertaire (stands, débats, vidéo...), le 19 octobre, de 14 h à 18 h, à la Halle-aux-Tolles de Rouen.

PARUTIONS

RECUEIL
En soutien au groupe FA de Dijon, un recueil de poésie, *Le fil d'Ariane*, où se mêlent humour, amour, révolte anarchisante et merveilleux est en vente à la Mistouffe, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Le prix de ce recueil est de 25 F (libellez vos chèques à l'ordre de Guillaume Vauthier).

BROCHURES
Les éditions Partage Noir viennent de faire paraître quatre brochures :
- « Tierra y Libertad ! » : les anarchistes dans la Révolution mexicaine au travers d'une chronologie de Ricardo Flores-Magon. Prix : 10 F ;
- « Mémoires secrets » de Fournier l'Américain : la Révolution française par un témoin du peuple et un technicien des insurrections. Prix : 15 F ;
- « 1919, la République des conseils de Bavière » : une synthèse sur les conseils de Bavière au sein desquels les anarchistes allemands jouèrent un rôle important. Prix : 15 F ;
- « Attention, anarchiste ! » (2^e partie) : les mémoires d'Augustin Souchy (Russie 1920 - France 1921). Prix : 15 F.
Ces brochures sont en vente à la librairie du Monde Libertaire (chèques à l'ordre de Publico).

PRESSE
Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy, en collaboration avec les liaisons FA de Saint-Dizier et de Moselle-Sud, vient d'éditer le numéro 5 d'*Encre noire*. Cette revue est disponible à la librairie du Monde Libertaire, ou auprès du groupe Caussimon, qui diffuse le *Monde libertaire* chaque dimanche matin, à partir de 11 h, sur le marché de Vandœuvre.

PRESSE
La Mistouffe, journal d'information libertaire est enfin ressorti. Au sommaire du numéro de septembre... actualité, mais aussi poésie et articles de fond. On peut se le procurer pour 5 F (port compris), paiement en timbres ou par abonnement (50 F par an, chèque à l'ordre de Jean-Christophe Cheval). *La Mistouffe*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

POINT D'HISTOIRE

Les « nacos »
(Nazis-Communistes)

Mettre l'accent sur certaines pratiques de la gauche française et en particulier du PCF expose, parfois, nos rédacteurs à la critique. Notre compagnon Philippe Pelletier en a fait, dernièrement, les frais après avoir publié dans nos colonnes un article sur « La responsabilité historique de la gauche face à la montée du fascisme ». Complétant son analyse historique antérieure, notre compagnon précise un point d'histoire mettant en lumière certaines attitudes douteuses du PCF à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. Attitudes que d'aucuns semblent, par une étrange amnésie, vouloir occulter pour ne retenir de l'histoire du PCF que celle du « parti des fusillés ».

Un lecteur nous a fait remarquer à propos de l'article « La responsabilité historique de la gauche face à la montée du fascisme » (*Monde libertaire* d'été n° 835) que les communistes n'avaient pu voter les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, comme le fit la majorité des députés de gauche (socialistes et radicaux), puisque le Parti communiste français était alors interdit, dissous, et ses députés déchu. Quant aux « députés communistes dissidents » de l'UPF qu'évoque l'historien Philippe Burrin, nous n'en avons pas retrouvé la trace.

Mais il faut revenir sur les raisons de cette interdiction du PCF et se souvenir qu'elle est due au soutien officiellement apporté par celui-ci au pacte germano-soviétique d'août 1939. Autrement dit, c'est parce que les communistes français



Les deux revers d'une même médaille : celle du totalitarisme !

s'étaient alignés sans vergogne du côté de l'alliance Hitler-Staline qu'ils se sont retrouvés hors-la-loi. N'oublions pas que le « défaitisme révolutionnaire » qu'ils vont un temps proclamer - mot d'ordre correct pour des motifs incorrects - et qu'ils renieront dès l'année suivante (soutien à la Résistance, préparation de l'image du « parti des fusillés ») - succède à leur approbation des crédits de guerre au parlement, le 26 septembre 1939, soit

la veille du décret de dissolution du Parti ! Choqués par le soutien apporté au pacte germano-soviétique, de nombreux militants vont quitter l'organisation communiste, et pas des moindres : plusieurs parlementaires, des élus locaux, des syndicalistes et même des membres du Bureau politique, dont le numéro trois, Marcel Giroux dit Gitton. C'est l'époque où les communistes fidèles au Parti se font traiter de « nacos » (Nazis-Communistes) par les révolutionnaires authentiques.

De tout cela, notre lecteur ne nous en parle point. Et pour cause ! Cette sombre période, l'historiographie officielle du Parti se garde aussi de la révéler, de même qu'elle oublie les démarches faites par des hauts responsables du Parti auprès des autorités d'occupation allemandes - toujours en vertu du pacte germano-soviétique - pour faire réparer légalement *l'Humanité*. *L'Huma* du 7 juillet 1940 titre d'ailleurs de remettre « La France au travail... tout un programme !

Il est clair que les anarchistes ne peuvent collaborer avec un Parti qui les a non seulement poursuivis de sa vindicte et réprimés quand il avait le pouvoir, mais qui est aussi dangereux dans ses idées que dans sa pratique, même sur le terrain « anti-fasciste ». Ce qui n'empêche pas des contacts avec des militants sincères ou la participation à des comités quand les conditions laissent une marge d'autonomie suffisante.

Philippe Pelletier
(groupe Nestor-Makhno de Saint-Etienne)

Partout dans l'Hexagone,
le 36 15 **RLIBERTAIRE**...
le serveur **MINITEL**
de Radio-Libertaire - Paris (89.4)
et du « Monde libertaire »,
organes de la Fédération anarchiste.

RENDEZ-VOUS

DIEPPE
Le groupe de Dieppe tiendra une table de presse à la bourse aux livres organisée par le Centre d'action culturelle (CAC), 8, quai Bérigny, le samedi 19 octobre, en après-midi et le dimanche 20, toute la journée. Groupe anarchiste de Dieppe c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

DIJON
Le groupe de la Fédération anarchiste de Dijon vous informe qu'il assure des permanences ouvertes au public le mardi soir, de 21 h à 23 h, et le samedi après-midi, de 15 h à 18 h au local du groupe, qui est situé au 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : (16) 80. 66.81.49.

LILLE
Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux a repris ses activités. Il fédère les diverses composantes du mouvement anarchiste lillois, ainsi qu'une association zairoise et un collectif d'expression gay et lesbienne. Les groupes et militants de la Fédération anarchiste vous y attendent nombreux lors des permanences qui se tiennent le mardi de 20 h à 22 h, le jeudi de 18 h à 19 h et le samedi de 16 h à 18 h. Par ailleurs, l'exposition « Gaston Couté » est toujours visible au CCL Benoît-Broutchoux ; quant à la bibliothèque, elle constitue un fonds d'archives et de documentation appréciable dans la région.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 82 de *Contre vents et marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes vient de paraître. Il est vendu au prix de 5 F, le numéro (50 F l'abonnement d'un an - les chèques sont à libeller à l'ordre de « Contre-courants »). Pour se le procurer, écrivez à « Contre-courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. *Contre vents et marées* est, par ailleurs, en vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PIN'S
Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu vend le pin's ci-dessous, au prix de 25 F. Pour toute commande, écrivez à « Contre-courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



SOMMAIRE

PAGE 1 : Les hôpitaux malades, De l'accumulation primitive au capitalisme : « On ne peut avoir raison contre le parti », Edito.
PAGE 2 : De l'accumulation primitive au capitalisme : On ne peut avoir raison contre le parti (suite de la « une »).
PAGE 3 : Les hôpitaux malades (suite de la « une »). Les protagonistes, La journée du 24 octobre, Echos de presse.
PAGE 4 : Vol de reconnaissance au dessus d'un lieu de vie, Nouvelles du front, Associations, Humeur anti-cléricale : la contagion des reliques.
PAGE 5 : Ex-URSS : Les enfants de Makhno, Class War : histoire d'un mouvement, Infos internationales.
PAGE 6 : Dossier sur la journée du 17 octobre 1961, Le dessin de la semaine.
PAGE 7 : Ciné spécial : « Playtime » de Jacques Tati, Notes de lectures : « La Voie libertaire » de Michel Ragon et « Splendeur et décadence du camarade Zulo » de Driéro Agollé, « Les anarchistes et Proudhon »... Rappel du programme.
PAGE 8 : Les nacos (Nazis-Communistes), Dossier : « L'Affront national » de Gwenaël Brées, Infos FA.

DOSSIER

« L'Affront national »
Le nouveau visage
de l'extrême droite en Belgique

Gwenaël Brées, éditions EPO-Réflex

À l'aube des années 90, le phénomène de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national français s'étend en Belgique. Dans les années 70 et 80, les groupes et les militants extrémistes de droite étaient fort éparés. Aujourd'hui, selon les régions linguistiques de la Belgique, ils sont rassemblés autour de deux partis : le Vlaams Blok et le Front national belge.

En effet, en Wallonie et plus particulièrement à Bruxelles, des militants et un parti se revendiquent de l'idéologie de Jean-Marie Le Pen. Avec déjà quelques élus dans la capitale, les sondages les créditent d'intentions de vote de plus en plus importantes.

Qui sont les membres de ce parti ? Qu'elles sont leurs thèses, leur idéologie, leur programme, leurs pratiques ? De quels mouvements et courants idéologiques sont-ils issus ? Quels sont leurs relais dans les institutions politiques, médiatiques et autres ? Quelles réactions leur succès suscite-t-il ?

En répondant à ces questions, c'est l'histoire de l'extrême droite en Belgique, en France et en Europe, de l'après-guerre à nos jours, qui est abordée dans ce dossier. Et, au-delà des faits, il est intéressant de se demander pourquoi et comment des idées fascisantes effectuent une telle percée dans des sociétés dites démocratiques, constituant un véritable affront à celles-ci.

EPO-Réflex

N.B. : *L'Affront national*, Gwenaël Brées, EPO-Réflex, 160 p. Ce livre est disponible au prix de 100 F à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à libeller à l'ordre de Publico). Par ailleurs, il existe une première co-production EPO-Réflex, *Gladio* (185 p.), qui retrace la découverte en Europe occidentale de réseaux clandestins de combattants, visant à s'opposer par tous les moyens à l'expansion du communisme en Europe occidentale. *Gladio* est également en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 120 F.